

CANDIDAT À LA VICE-PRÉSIDENCE EC/BdP RÉÉLISEZ **NICK GIANNAKOULIS**



Chers collègues de l'ACEP,

Je sollicite le renouvellement de mon mandat à la vice-présidence EC/BdP de notre association jusqu'en 2023, afin d'avoir encore le privilège de servir les membres diversifiés des ministères où nous sommes présents.

Contexte

Je cumule plus de 20 ans d'expérience dans la fonction publique fédérale à divers services liés à la santé, principalement à Santé Canada (SC) et à l'Agence de la santé publique du Canada (ASPC). Depuis 2002, j'ai occupé divers postes de nature technique, politique, consultative, opérationnelle et stratégique de niveau EC-7. J'ai fait des études de premier cycle et de cycle supérieur en santé publique à l'Université du Manitoba, à l'Université Carleton et à l'Université d'Ottawa, et je suis titulaire d'une maîtrise en administration publique et en études politiques.

Originaire de Winnipeg, cela fait 25 ans que je travaille dans la RCN. Je m'étais initialement établi à Ottawa, et je vis aujourd'hui à Aylmer (Québec) depuis 2003. Avec la femme que j'ai épousée il y a 20 ans, nous avons deux merveilleux enfants : une fille de 11 ans et un garçon de 15 ans. J'aime le service communautaire et je fais bénévolement de la sensibilisation pour plusieurs associations communautaires locales, conseils de défense des intérêts et comités relevant des conseils scolaires, et j'ai occupé la fonction de parent-commissaire.

Expérience à l'Association

Je suis un membre actif et un bénévole de notre association depuis 20 ans, d'abord à titre de délégué syndical de la section locale 512 de SC/ASPC, que je préside maintenant depuis 9 ans. Je suis très actif à l'intérieur de la deuxième plus vaste section locale de l'ACEP, qui réunit quelque 2 000 membres du groupe EC dans le portefeuille de la santé. Je m'attaque directement aux problèmes des membres en plus de siéger à titre de représentant à tous les comités de consultation patronale-syndicale, où j'assume dans plusieurs cas la coprésidence pour la partie syndicale, et aux comités ministériels des politiques en matière de santé et de sécurité.

Je suis le titulaire actuel d'un mandat de trois ans de vice-président EC/BdP au Conseil exécutif national (CEN), et membre de la plupart des comités du CEN, où je préside à la fois le Comité des finances et le Comité des statuts et règlements, en plus d'être administrateur de fonds de pension. Par ailleurs, je siége aux conseils des dirigeants et des présidents des sections locales, et j'ai participé à des comités de surveillance tels que le Comité des candidatures et des résolutions. En outre, j'ai eu le privilège de représenter nos membres auprès de comités et d'équipes de négociation collective du groupe EC de l'ACEP.

J'ai intégré l'équipe de gestion interne de l'ACEP en 2014, où je défends les intérêts de l'Association, je fais le pont avec le Syndicat des employés de l'ACEP (SEA), je représente les intérêts de nos membres et je siége à des comités internes de gestion. Au fil des ans, j'ai remplacé les divers présidents nationaux en leur absence.

J'ai occupé bénévolement toutes les fonctions précitées afin de servir nos membres.

Orientation stratégique de l'ACEP

Même si je suis fier de mon engagement auprès de l'ACEP et si je défends avec acharnement les intérêts de nos membres en m'assurant que leurs milieux de travail sont respectueux, sains et de plus en plus axés sur la santé mentale et l'équilibre famille-travail, j'estime que l'orientation stratégique et le leadership actuels de l'ACEP ne répondent pas aux besoins de représentation et de mobilisation de ses membres. Nous constatons une hausse des demandes de représentation, notamment pour des problèmes de rémunération attribuables au système Phénix, d'adaptation, de harcèlement, de gestion du rendement, de dotation, de santé, de sécurité, d'emploi et de relations

CANDIDAT À LA VICE-PRÉSIDENCE EC/BdP

RÉÉLISEZ **NICK GIANNAKOULIS**



de travail. Nous devons mieux épauler nos membres qui se retrouvent dans des circonstances difficiles. À cette fin, nous devons redoubler d'efforts pour renouveler et moderniser les politiques internes de représentation, les statuts et les règlements de l'ACEP, de sorte que les préoccupations de nos membres soient entendues.

Depuis longtemps à la présidence du Comité des finances, je peux affirmer que même si l'ACEP enregistre de nombreux surplus budgétaires annuels dans les sept chiffres, qui nous ont permis d'investir plus de 7 millions de dollars dans le fonds de défense et de mobilisation juridiques depuis sa création, en 2015, nous devons maintenant chercher à harmoniser nos ressources et activités internes. Cela implique d'étendre nos services aux membres pour mieux appuyer nos collègues des unités de négociation, tout en allégeant les fortes pressions et contraintes qu'exerce la charge de travail sur le personnel de notre bureau national de l'ACEP, et ce, en renforçant notre expertise et en embauchant d'autres agents des relations de travail pour mieux représenter nos membres et défendre farouchement leurs intérêts collectifs. Nous devons aussi resserrer la participation, la mobilisation et la sensibilisation des sections locales qui font défaut depuis quelques années, dans le but de raffermir leurs capacités internes et leur expertise dans chacun des ministères, et de leur donner les moyens d'agir.

Comme toujours, j'ai à cœur de veiller à ce que l'ACEP demeure une association forte, progressiste et professionnelle au service de ses membres, car j'ai consacré la majeure partie de ma carrière à y faire du bénévolat, à offrir un service de qualité supérieure à nos membres et à contribuer à la conclusion de conventions collectives solides. Nous devons maintenant mieux outiller et mobiliser nos sections locales et nos membres, tout en offrant un service professionnel national aux syndiqués de toutes nos unités de négociation respectives.

Pourquoi briguer un nouveau mandat au Conseil exécutif national

Compte tenu de notre réalité des derniers mois et des défis que nous apporte entre-temps la COVID, nos membres craignent l'effet d'un avenir incertain marqué par le déclin des ressources financières, les lourds déficits du gouvernement fédéral et sa situation minoritaire sur notre position à la table des négociations et sur l'examen possible des programmes leur étant destinés au cours des prochaines années. En cette période, le Conseil exécutif national doit mieux positionner les intérêts de nos membres, et anticiper les difficultés plutôt que de continuer d'y réagir. Notre direction nationale doit donc faire preuve de nouveauté pour réagir et remédier à ces difficultés, et écouter les préoccupations et les angoisses de nos membres au sein d'un monde qui évolue rapidement, tandis que nous commençons à envisager la réintégration du milieu de travail dans les prochains mois.

Nous devons revenir aux services aux membres, reconnaître leurs intérêts, restructurer notre association et délaissier les activités syndicales statiques pour les rendre plus dynamiques et collectives, de façon à servir plus efficacement nos membres et à nous attaquer à leurs difficultés uniques. Nous devons aussi rétablir la transparence à l'interne et la responsabilité financière, tout en veillant à ce que notre association soit dotée d'un Conseil exécutif national inclusif et représentatif de la diversité et des valeurs de nos membres. Ce n'est qu'en resserrant la mobilisation, la participation et la surveillance des membres sur nos affaires internes que nous arriverons à bien nous positionner, à exploiter nos forces collectives et à surmonter les difficultés qui s'annoncent.

Je tiens à remercier tous mes collègues des trois dernières années au CEN, et tous les candidats à la présente élection qui sollicitent divers postes au sein du Conseil exécutif national, de leur engagement et de leur dévouement envers l'Association. Comme toujours, n'hésitez pas à communiquer directement avec moi au 613-316-9923 ou par courriel à ngiannakoulis@acep-cape.ca, pour me soumettre vos idées, vos questions et vos préoccupations.

Au plaisir!
Nick